



Le projet *Rooted in Trust (enraciné dans la confiance)* vise à mettre fin et à atténuer le flux d'informations trompeuses, inexactes ou malignes pour les populations vulnérables touchées par les crises humanitaires pendant la pandémie de la COVID-19.

Au Mali, le projet *Rooted In Trust* se concentre sur l'écoute et la collecte de rumeurs autour du virus et de la réponse COVID-19 parmi les populations déplacées dans le District de Bamako et dans les régions de Sikasso, de Ségou, de Mopti et de Tombouctou.

La collecte de données se fait sur le terrain avec les travailleurs et volontaires terrain de l'ONG AMSODE, par les radios communautaires et par la surveillance de diverses plateformes et sites d'information (Facebook, Twitter, WhatsApp, publications, commentaires, histoires, etc.).

Au cours de la période du 28 octobre au 10 novembre 2020, nous avons recueilli 63 rumeurs dont 16 ont été classées à risque élevé, 30 à risque moyen et 17 à faible risque. Par ailleurs, 39 de ces rumeurs proviennent de Facebook, 16 de Twitter, 4 de sites web, 1 de WhatsApp, 1 de YouTube, 1 d'un entretien téléphonique et 1 de discussions face-à-face.

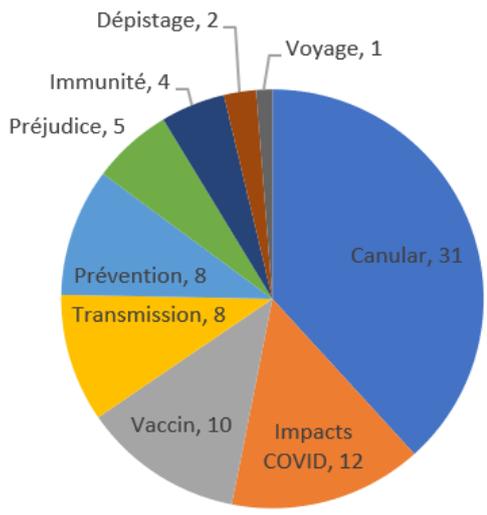
LA SITUATION DE LA COVID-19 AU MALI

Au cours de la semaine du 2 au 8 novembre 2020, 141 cas de COVID-19 et 1 décès ont été enregistrés au Mali. Neuf régions et 38 districts sanitaires sont touchés à ce jour par la pandémie.

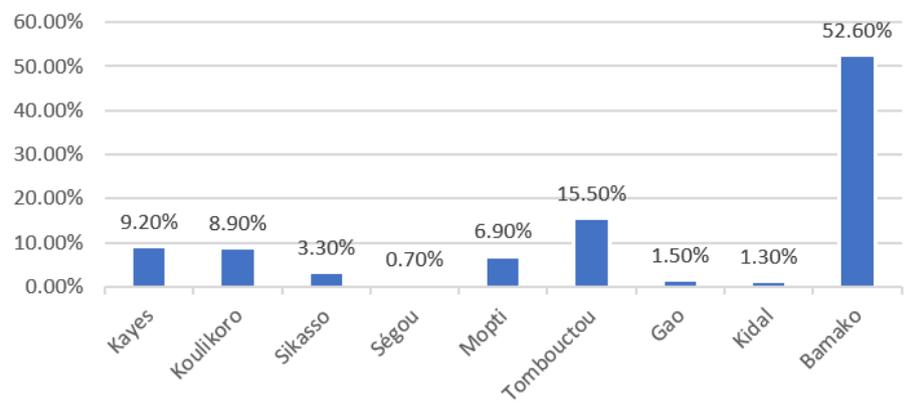
Le cumul de cas confirmés depuis le début de l'épidémie est de 3 706 dont 144 cas importés. Le cumul de guérisons est de 2 828 soit un taux de guérison de 76,3%. Parmi les cas confirmés positifs, 70% sont des hommes et 30% des femmes.

La tranche la plus affectée par la pandémie est celle des 30-34 ans. Le District de Bamako demeure l'épicentre de la maladie avec 52.60% des cas.

Par ailleurs, 137 décès ont été enregistrés sur les 3 706 cas soit une létalité globale de 3,7%.



Distribution du nombre de rumeurs collectées par thème



Distribution des cas confirmés de COVID-19 par région à la date du 8 Novembre, Mali. (Source: Ministère de la Santé)

Les populations maliennes toujours dans le déni de la COVID-19

Les populations maliennes croient de moins en moins en l'existence de la COVID-19 malgré les campagnes d'information et de sensibilisation autour de la maladie. Les mesures de prévention sont de plus en plus reléguées au second plan, voire ne sont pas du tout respectées. Si le Mali et l'Afrique ont été relativement épargnés par la COVID-19, ce n'est absolument pas le moment de baisser la garde au risque d'exposer les populations à une potentielle seconde vague de la maladie. D'où la nécessité de redoubler de vigilance en respectant strictement les mesures barrières édictées par l'OMS dont le port de masque, le lavage des mains, ou la distanciation physique.

Source:
 • OMS. Maladie à coronavirus 2019 (COVID-19): conseils au grand public. 10 nov 2020

NIVEAUX DE RISQUE



ÉLEVÉ

MOYEN

FAIBLE

RUMEUR #1

« On n'y croit pas (à une seconde vague de Covid-19). Sans confinement et sans mettre beaucoup de rigueur dans les mesures barrières, les pays africains ont réussi à résister à la Covid. Bientôt, la fin » - Internaute sur Twitter.

S'il est vrai que l'Afrique a été moins touchée par la COVID-19 que prévue, la maladie demeure toutefois réelle avec 1 300 000 cas et 30 000 décès sur le continent africain. Dans une analyse réalisée pour la revue *Science* en août 2020, un groupe de chercheurs a supposé que l'action précoce des autorités en Afrique a pu jouer un rôle. « Des mesures telles que les restrictions de voyage, les couvre-feux et les fermetures d'écoles ont été mises en place très tôt en Afrique par rapport aux autres continents, souvent avant qu'un pays africain n'ait détecté un cas », ont-ils écrit. Selon cette même équipe de chercheurs, « l'âge, par exemple, pourrait être une raison. En moyenne, la population du continent africain est âgée de 19,7 ans. » Toutefois, la prévention à travers l'application des mesures barrières reste une exigence si l'Afrique souhaite s'épargner une seconde vague de COVID-19.

Sources :

- OMS. COVID-19 in the WHO African Region. 6 nov 2020
- Science. COVID-19 in Africa: Dampening the storm? 2 nov 2020

PRÉVENTION

RUMEUR #3

« Les programmes de vaccination sont initiés pour administrer le virus de la COVID-19 à nos enfants au Mali » - Habitante de Kéniéba (Région de Kayes).

Selon l'UNICEF, beaucoup de maladies qui tuent les enfants au Mali sont tout à fait évitables. Malheureusement, seulement 45 % des enfants au Mali reçoivent tous les vaccins de base et 14 % ne reçoivent aucun vaccin, ce qui les prive de la protection contre les maladies infantiles courantes. Notons toutefois qu'à ce jour, il n'y a aucune preuve qu'un vaccin aurait transmis la COVID-19 au Mali ou ailleurs dans le monde.

Depuis l'éclatement de la pandémie de la COVID-19 dans le monde, l'OMS en collaboration avec des scientifiques, des entreprises et des organisations mondiales œuvrant dans le domaine de la santé, travaille au développement d'un vaccin en vue de faire également de la COVID-19 une maladie évitable par la vaccination.

Sources :

- OMS. La course aux vaccins contre la COVID-19. 7 nov 2020
- Unicef Mali. Santé. 10 nov 2020

VACCINATION

RUMEUR #2

« Les gels antibactériens entraînent l'impuissance sexuelle et les fausses couches » - Résidente de Bamako.

Jusqu'à présent, aucun médicament ou vaccin n'est disponible pour faire face à l'infection par COVID-19 et le taux d'infection augmente de manière drastique dans le monde entier. Seules des mesures préventives ont été proposées par l'OMS pour lutter contre la COVID-19 et rester à l'abri. Se laver les mains à l'eau et au savon est le meilleur moyen de se débarrasser des germes dans la plupart des situations. Si l'eau et le savon ne sont pas facilement accessibles, vous pouvez utiliser un désinfectant pour les mains à base d'alcool qui contient au moins 60 % d'alcool.

Source :

- CDC. When and How to Wash Your Hands. 6 nov. 2020

HYGIÈNE

RUMEUR #4

« Je ne dis pas que la Covid-19 n'existe pas mais il s'agit simplement d'un rhume ou d'une grippe passagère » - Résident de Kéniéba, région de Kayes sur les ondes de la radio Studio Tamani

Le virus de la COVID-19 et celui du rhume ou de la grippe présentent de fortes similitudes marquées par des manifestations respiratoires. Par ailleurs les deux virus se transmettent par contact et par les gouttelettes respiratoires.

Toutefois ces deux maladies présentent des différences notamment au niveau de la vitesse de transmission. Selon l'OMS, la grippe peut se propager plus rapidement que la COVID-19. Aussi la COVID-19 semble être plus agressive que le rhume ou la grippe du fait d'une mortalité plus élevée et des séquelles à long terme pour la COVID-19 comparée à la grippe, en particulier la grippe saisonnière.

L'OMS rappelle qu'il est donc important que chacun prenne les mêmes mesures de santé publique (hygiène des mains et hygiène respiratoire consistant à tousser dans le pli du coude ou dans un mouchoir que l'on jette immédiatement après usage, port du masque, distanciation physique) afin de prévenir les contaminations.

Sources :

- OMS. Similitudes et différences entre la COVID-19 et la grippe. 6 nov 2020
- OMS. Maladie à coronavirus 2019 (COVID-19): conseils au grand public. 10 nov 2020

SYMPTÔMES

RUMEUR #5

« Pour la prise en charge de notre patient, nous avons été orientés vers une clinique privée qui ne disposait ni d'hématologues, ni d'infectiologues. Par ailleurs nous n'avons pas été informés de l'évolution de la maladie et notre patient en est mort » - **Accompagnant d'un patient décédé de COVID-19 dans une clinique s'exprimant sur les ondes de la radio Studio Tamani**

Face aux capacités d'accueil réduites des hôpitaux publics, les autorités sanitaires maliennes ont identifié deux cliniques privées, plus précisément l'hôpital Golden Live et la polyclinique Pasteur pour appuyer les unités de prise en charge des patients de COVID-19. Cependant certains proches des malades déplorent le dispositif et la qualité de la prise en charge des patients dans ces cliniques privées. Interrogé sur la radio Studio Tamani, le Prof Kassoum Mentha, membre du comité scientifique de la lutte contre la COVID-19 au Mali rassure que « ces cliniques ont été choisies parce qu'elles disposaient de compétences pour assurer le suivi des patients de COVID-19 avec des soins de même niveau que dans les hôpitaux publics. » Par ailleurs, selon le Ministère de la Santé, un protocole d'accord a été élaboré afin de permettre aux structures privées de s'insérer dans le processus que l'État a mis en place pour faire face à la maladie du coronavirus. A ce titre, le Ministère de la Santé a accompagné les structures sanitaires privées à travers des formations, sensibilisations et informations.

Sources :

- Studio Tamani. Actu Covid : prise en charge des patients de COVID-19 dans les hôpitaux privés. 6 nov. 2020
- ABamako.com. Deux cliniques privées autorisées à faire la prise en charge du COVID-19. 17 nov 2020

SOINS DE SANTÉ

RUMEUR #7

« Après les premières heures de la COVID-19, on s'est débarrassé des masques parce qu'on se sent un peu immunisé en raison du faible taux de contamination en Afrique et surtout en zone sahélienne » - **Tailleur dans une vidéo publiée par un média sur Twitter**

Au sein de la population malienne, de plus en plus de personnes doutent de l'existence de la maladie de la COVID-19. Les taux de contamination à la COVID-19 sont certes faibles au Mali et en Afrique comparés à d'autres pays et continents, toutefois la maladie reste bien une réalité avec laquelle il faut compter!

Selon l'OMS, le Mali compte à ce jour plus 3500 cas de COVID-19 et plus de 136 décès. D'où la nécessité de continuer à observer les mesures barrières afin d'éviter la propagation de la maladie. Ces mesures barrières incluent le respect de la distanciation physique, le port du masque, le lavage des mains au savon, éternuer ou tousser dans le coude, éviter les poignées de mains, les grands rassemblements, etc.

Source :

- OMS. Tableau de bord COVID-19 pour le Mali. 6 nov. 2020

IMMUNITÉ

RUMEUR #6

« Certains prêcheurs ont distillé des interprétations biaisées des textes sacrés et ont encouragé les populations à banaliser la COVID-19 » - **Professeur à l'université de Bamako dans une vidéo publiée par un média sur Twitter**

À Bamako et un peu partout au Mali, les populations affichent une défiance face à la pandémie de COVID-19 notamment dans les mosquées où selon le Haut conseil islamique du Mali, le respect de la distanciation sociale d'un mètre telle que prônée par l'OMS est « incompatible avec les règles de la prière collective ».

Même si les autorités maliennes n'ont pas décrété la fermeture des lieux de culte, les leaders religieux s'accordent toutefois sur un point : « les enseignements de l'islam conseillent aux fidèles de s'éloigner du danger en cas de risque sanitaire avéré ». D'où la nécessité pour les fidèles musulmans d'observer les mesures de prévention de la COVID-19 en tout temps et tout lieu. Par ailleurs, les autorités sanitaires et la communauté humanitaire continuent de multiplier des campagnes de sensibilisation et d'information au sein des populations en vue d'endiguer la propagation de la maladie. L'équipe de RiT Mali et ses partenaires radios contribuent à cette campagne de sensibilisation avec des programmes radiophoniques fournissant des informations fiables et précises aux populations sur la COVID-19 afin de les aider à se prémunir contre la pandémie.

Dans le cas des fêtes religieuses, l'OMS a également formulé des recommandations qui permettent de se protéger du virus tout en continuant sa pratique religieuse.

Sources :

- Studio Tamani. Ramadan et Covid-19 au Mali : "la distance d'un mètre ne sera pas respectée dans les mosquées", selon le HCI. 2 nov. 2020
- DW. Au Mali, les mosquées restent ouvertes malgré le coronavirus. 10 nov 2020
- AMAP Mali. Lutte contre le Covid-19 : Les préceptes de l'islam contre les épidémies. 10 nov 2020
- OMS. Pratiques sécuritaires de l'Aïd al Adha dans le contexte de la COVID-19. En ligne. 10 nov 2020.

TRANSMISSION



RUMEUR #8

« Le gouvernement malien paye de l'argent aux personnes pour qu'elles se déclarent malades de COVID-19 » - Citoyen malien.

RÉPONSE

Insistante sur les réseaux sociaux et dans les communautés depuis les premières heures de la pandémie au Mali, cette rumeur suggère que le gouvernement paierait de l'argent aux personnes pour qu'elles se déclarent malades de COVID-19 afin que le pays puisse bénéficier de fonds pour lutter contre la maladie. Cette rumeur confirme le refus des populations de croire en l'existence de la COVID-19 qui pourtant a affecté à ce jour plus de 3 500 personnes et provoqué plus de 136 décès. Elle symbolise le manque de confiance qu'ont les populations à l'égard des autorités nationales dans leur rapport avec la gestion de la pandémie de COVID-19 et d'autres questions relatives à la santé. Notons toutefois que pour lutter contre la COVID-19 au Mali, les plus hautes autorités maliennes ont créé un Fonds spécial dans le but de permettre aux structures privées comme étatiques, aux associations, aux ONG, aux personnes de bonne volonté, de l'intérieur et de l'extérieur du Mali, d'apporter leur pierre à l'édifice de la lutte contre le coronavirus. Par ailleurs, les autorités maliennes ont lancé l'initiative « un Malien, un masque » afin de contribuer à endiguer la propagation de la pandémie de COVID-19.

Sources :

- OMS. Tableau de bord COVID-19 pour le Mali. 6 nov. 2020
- Primature du Mali. Lancement de l'opération « Un Malien, un masque ». 7 nov 2020

GOUVERNEMENT

QUE FAIRE AVEC
CES RUMEURS DE
DÉNI DU VIRUS ?

Le déni de l'existence du virus est très présent dans les communautés, et les causes profondes peuvent être multiples. Au-delà des rappels essentiels sur les mesures de protection et les comportements recommandés dans la vie quotidienne, il est important que le travailleur de terrain soit au plus proche des communautés, connaisse parfaitement les codes et les coutumes afin d'écouter, de comprendre, de discuter et d'influencer positivement les perceptions des personnes à risque.

Il s'agit de comprendre d'où vient cette rumeur sur le déni et de proposer des réponses adéquates pour les populations et avec leur participation, tout en s'appuyant sur les leaders communautaires ou religieux.

